



**HAL**  
open science

## Roumanie, Bulgarie, un processus de démocratisation

Catherine Durandin

► **To cite this version:**

Catherine Durandin. Roumanie, Bulgarie, un processus de démocratisation. Matériaux pour l'histoire de notre temps, 2003, Les peuples des Balkans face à l'histoire et à leur histoire, 71, pp.82-90. 10.3406/mat.2003.924 . halshs-03737563

**HAL Id: halshs-03737563**

**<https://shs.hal.science/halshs-03737563>**

Submitted on 12 Oct 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

# Roumanie, Bulgarie,

Catherine DURANDIN

## *un processus de démocratisation*

**E**n novembre et décembre 1989, la chute des régimes communiste mâtinés de nationalisme en Roumanie et en Bulgarie<sup>1</sup> a d'abord été une **libération**. Souvenons-nous, ainsi, des joyeuses effusions des Bulgares lors de l'annonce à Sofia, le 10 novembre, de la destitution de Todor Jivkov par le plénum du Comité central du parti. Ou du cri de ralliement des jeunes manifestants roumains, de la place de l'Opéra à Timisoara à celle de l'Université à Bucarest : *Libertate*. La liberté contre la tyrannie.

Cette expression a immédiatement suscité une audience favorable auprès de certains milieux intellectuels français, séduits par la concrétisation, la consécration de la mémoire de 1789. Quelques jeunes roumains avouaient retrouver la mémoire des insurrections révolutionnaires de 1848 en Moldavie et surtout en Valachie, accomplies selon le modèle de février 1848 en France, et se demandaient s'ils étaient dignes de leurs ancêtres.

En Bulgarie, comme en Roumanie, la première libération, immédiate, fut celle de la parole — une parole exaltée, fondée sur le rejet et la condamnation du communisme. Des premiers jours du printemps 1990 jusqu'au mois de juin de la même année, à Bucarest, le balcon du bâtiment de l'Université a fait office de tribune sacrée, où les orateurs — dirigeants du mouvement étudiant, écrivains, poètes, universitaires — se succédaient pour mobiliser leurs auditeurs contre le communisme. Le soir, en mai 1990, alors que se préparaient les premières élections libres depuis 1946, une foule mélangée, de tous âges, venait, dans l'enthousiasme et l'émotion, chanter chaque soir « À bas le communisme » et entonner sur un air devenu célèbre en Roumanie « Plutôt mort que communiste ». Les intellectuels, et parmi eux bon nombre d'historiens<sup>2</sup>, se regroupèrent dans un « Groupe du dialogue social », et investirent, avec l'accord des autorités, un hôtel parti-

culier de la Calea Victoriei — l'une des avenues principales de la capitale — où se trouvait avant décembre la direction de l'organisation des jeunesses communistes, placée sous l'égide du fils de Ceausescu. Ils voulaient débattre, essentiellement, de l'urgence à dévoiler les crimes du communisme. À Sofia, les mois de novembre et décembre se déroulèrent dans une ambiance exaltée, où se mêlaient le désir, affiché par les uns, de toutes les libertés et le souci, défendu par d'autres, de suivre le rythme soviétique de la perestroïka<sup>3</sup>. Si la capitale de la Bulgarie était devenue le siège d'une joyeuse contestation, les campagnes restaient cependant calmes.

En témoignage d'une appartenance qui aurait été perdue en 1945, puis soudainement retrouvée, les libérations de ces deux pays — balkanique pour la Bulgarie, balkanique et d'Europe centrale pour la Roumanie — conduirent à la reprise du discours occidental dominant, celui de « la fin de l'Histoire », selon les termes du philosophe américain Fukuyama. Certains dirigeants de l'Ouest ont alors bien compris l'importance des symboles, et la force de cette double volonté d'identification et d'intégration occidentale : lors de sa très brève visite à Bucarest en juillet 1997, le président Bill Clinton choisit ainsi de s'adresser à la foule, depuis le balcon de l'Université, pour rassurer son audience sur la potentielle intégration future de la Roumanie dans l'Otan. Ce même président avait pourtant, quelques jours plutôt, lors du sommet de l'Otan à Madrid, refusé cette intégration, soutenue alors, au contraire, par Jacques Chirac. Mais Bill Clinton fut ovationné, et la Roumanie s'est ensuite engagée, dès octobre 1997, dans un partenariat stratégique bilatéral avec les États-Unis.

En Roumanie comme en Bulgarie, la « libération », le nouveau droit à l'écrit et à la parole, ne s'est pas accompagnée d'une chasse aux sorcières<sup>4</sup>. Dans un petit nombre d'instituts et d'universités, il y eut certes quelques retraites précipitées, dues à la lassitude et à la peur, et des votes à mains levées pour remplacer, ici ou là, une direction considérée comme collaboratrice des

pouvoirs communistes. Mais on assista surtout à de spectaculaires retournements, et aux conversions de dirigeants communistes en bons démocrates. Dans l'ensemble, les foules restèrent paisibles et ne manifestèrent pas de sentiment justicier — nous avons ainsi recueilli le témoignage d'habitants de la ville de Craiova, en Roumanie, qui connaissaient parfaitement les fonctions d'officier de la Securitate de leur voisin dans un immeuble collectif (un « bloc », selon la terminologie roumaine), mais se contentèrent de cesser de le saluer. Cette attitude s'explique par plusieurs facteurs, comme la mémoire lourde des années 1950, et la peur du retour à la dénonciation et la délation, ainsi que par la conscience diffuse que de nouvelles élites compétentes ne sortiraient pas de terre comme par magie. Enfin, dans ce règlement de comptes avec l'histoire des quarante dernières années, plutôt que de prendre en compte les responsabilités des responsables nationaux de la situation en 1989, et de les poursuivre, il importait surtout de faire connaître le malheur subi face aux puissances occidentales. Lors de la Conférence de Malte de décembre 1989, tête à tête entre George Bush et Mikhaïl Gorbatchev, la crainte d'un nouveau partage montrait bien la forte persistance, à l'état latent, du thème d'un abandon par les grandes puissances à Yalta, même si cette hantise témoignait aussi alors de la surévaluation de la puissance soviétique.

Dans le cas de la Roumanie, le caractère spectaculaire et médiatisé de la fin du régime Ceausescu, ainsi que le gonflement du chiffre des victimes des journées de décembre, ont pu opérer comme catharsis — la souffrance était là, ainsi que le deuil ; d'étranges charniers comme à Timisoara<sup>5</sup> ; des croix de bois et des couronnes de fleurs autour des croix, comme à Bucarest : il n'en fallait pas plus. À moins que les conduites collectives de dénégation d'une globale acceptation des régimes en place, après les années de terreur stalinienne, ne l'aient emporté<sup>6</sup>. Mais cette tolérance face aux anciens dignitaires, aux dirigeants d'hier<sup>7</sup>, pose problème : au fond, quelle était la nature du besoin de libération, quelles étaient les espérances portées par la rupture et la mise en mouvement ?

Dans les cas roumain et bulgare, au-delà des discours d'émancipation des élites, il semble que le rejet du passé soit largement le résultat d'un besoin de modernité qui, pour la population, trouve sa traduction en besoin de prospérité. Todor Jivkov, à la tête du parti bulgare durant plus de trois décennies, et Ceausescu, élu en 1965 à la mort de Gheorghiu-Dej, offraient une image d'archaïsme — un archaïsme quelque peu honteux pour des populations entraînées à croire, sous les contraintes de la propagande, à la dynamique du progrès et de la performance dans la compétition avec l'Ouest. À la fin des années 1980, s'était installée l'impression diffuse d'un décrochement de ces sociétés, d'un glissement vers le sous-développement, que l'emphase des discours de mobilisation ou les dénoncia-

tions, par les dirigeants, des insuffisances de la propagande, ne suffisaient plus à masquer. C'est un tel message de condamnation d'une gestion qui, selon leur propre formule, allait faire de leur pays « *un pays d'Afrique* » qu'adressèrent au chef de l'État roumain six vétérans du parti roumain, sous forme de lettre. Silviu Brucan et les autres — tous d'anciens gradés du parti, qui avaient cru dans un communisme juste, et qui pour certains avaient milité pendant la guerre dans les rangs antifascistes — ne parlaient pas au nom de la Liberté, ou des libertés ; ils ne s'exprimaient pas au nom de la démocratie, mais au nom du développement et de la rationalité. Cette lettre, simultanément adressée à Nicolae Ceausescu et à Radio Free Europe, circula largement dans les milieux roumains éclairés. Elle définissait en termes politiques clairs la limite à ne pas franchir, et qui l'avait été par Ceausescu et les siens : celle de « l'ubris » de la tyrannie<sup>8</sup>. Pour essayer de sortir d'une impasse, ses auteurs demandaient l'ouverture d'un dialogue avec le gouvernement. L'idée persiste cependant encore, en Roumanie, que Ceausescu était fou. Cette représentation caricaturale a l'avantage d'être rassurante : le mal s'en trouve ainsi isolé et éradiqué<sup>9</sup>.

1. Pour un état des lieux en Bulgarie et en Roumanie à la veille de la chute du communisme, voir Jacques Lévesque, 1989, *La fin d'un empire. L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*, Paris, Presses de sciences-po, 1995.
2. En Roumanie, depuis 1948, l'histoire a systématiquement été mise au service du régime et de sa propagande. Les historiens ont largement contribué à l'édification du national-communisme et au culte du « Conducator ». Certains d'entre eux, pourtant très actifs lors de la commémoration des 2050 ans de l'État dace (comme Dan Berindei, au début de sa carrière spécialiste du XIX<sup>e</sup> siècle roumain), étaient encore en place, en 2002, à la section d'histoire de l'Académie, et continuent par exemple à influencer sur la production des manuels scolaires.
3. Sur ces journées, les mesures prises alors et leurs ambiguïtés, voir François Fejtó (avec la collaboration d'Ewa Kulesza-Mielkowski), *La fin des démocraties populaires, les chemins du post-communisme*, Paris, Le Seuil, 1992, p. 311.
4. Ces deux pays ne font pas exception : la Tchécoslovaquie de Havel, la Pologne de Wałęsa tendent aussi vers une « réconciliation nationale ». Sur le cas bulgare, voir Vladimir Kostov, « Les changements manquent de souffle », in Pierre Kende et Aleksander Smolar (dir.), *La grande secousse, Europe de l'Est 1989-1990*, Paris, Presses du CNRS, 1990 ; ainsi que Micheline Billaut, « Déconcertante Bulgarie », in *Revue des Deux Mondes*, numéro de décembre 1992, p. 50 et sq.
5. Sur Timisoara et une approche de la réalité par la fiction, voir Catherine Durandin, *La Trahison*, Éditions de l'Aube, 1995.
6. Sur le thème du ralliement au pouvoir, dans les années 1960-1970, voir Catherine Durandin, chapitre « Les belles Sixties », dans *Histoire des Roumains*, Paris, Fayard 1995 ; ainsi que Irina Badescu, « Une dérive de l'histoire : les intellectuels roumains et le « dégel » », in Catherine Durandin (ed.), *L'engagement des Intellectuels à l'Est. Mémoires et analyses de Roumanie et de Hongrie*, Paris, L'Harmattan, 1994.
7. En Roumanie, seuls quelques procès ont été menés contre des derniers très proches conseillers de Ceausescu et son fils Nicu. En Bulgarie, la poursuite d'ex-ministres de Jivkov intervint après la victoire de l'opposition démocratique aux élections d'octobre 1991 (voir Christophe Chiclet, « La Bulgarie en 1991 : L'année politique : la lente mise à l'écart de la nomenklatura », in *L'Europe Centrale et Orientale*, Paris, Les Études de la Documentation française, 1992).
8. Sur le contexte de la rédaction de cette lettre, on peut trouver le détail historique des contacts de Silviu Brucan avec l'ambassade des États-Unis à Bucarest et le département d'État à Washington dans son ouvrage *De la Capitalism la Socialism si Retur* (Bucarest, Éditions Nemira, 1998, pp. 196 et suivantes). Voir aussi Catherine Durandin, *La CIA en guerre*, Paris, Grancher, 2003.
9. À propos de la personnalité de Nicolae Ceausescu, voir Mary Ellen Fischer, *Nicolae Ceausescu: a study in political Leadership*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1989, ainsi que Catherine Durandin, *Ceausescu*, Paris, Albin Michel, 1990.

En Roumanie, en juin 1990, deux développements autour du thème de la Liberté se sont juxtaposés, avant de finalement se confronter<sup>10</sup>. Dans le même temps, la Bulgarie portait deux projets parallèles, celui des ex-communistes convertis en socialistes sous le sigle du parti PS, et celui des formations d'opposition regroupées dans une coalition nommée Union des forces démocratiques (UFD).

À Bucarest, la libération exulte contre le joug du communisme, et débouche sur différentes conduites de dévoilement des crimes commis aux origines de son installation, dans les années 1946-1964<sup>11</sup>. La presse, soudainement libérée, se transforme en tribune où peuvent s'exprimer les témoins, les victimes et leurs des-

cendants : des récits de découvertes de charniers dans certains villages — tristes conséquences d'une collectivisation opérée dans la violence<sup>12</sup> —, des révélations concernant le système carcéral — la manière dont les prisonniers politiques étaient traités, les tortures qui leur étaient infligées — ou des informations sur les camps de travail apparaissent quotidiennement en « une » de *România Libera*, par exemple. Des organismes militants et des groupes de recherche d'histoire orale, au service de la collecte des mémoires, se mettent aussi en place : à Timisoara, Smaranda Vultur lance une enquête sur les paysans déportés du Banat vers le Baragan lors de la collectivisation<sup>13</sup> ; à Bucarest, l'Institut national pour l'étude du totalitarisme publie régulièrement à partir de 1993 une nouvelle revue, intitulée *Les Archives du totalitarisme* ; l'ancienne prison politique de Sighet devient le lieu d'organisation de colloques annuels consacrés aux premières années de l'installation du communisme, dont un premier volume d'annales sera publié en 1995 sous le titre *La Mémoire comme forme de justice*<sup>14</sup>. Certains éditeurs, parfois soutenus par des subventions françaises, comme les éditions Humanitas, récupèrent et republient les ouvrages interdits des auteurs des droites et d'extrême droite de l'entre-deux-guerres<sup>15</sup>.

À partir de la seconde moitié des années 1990, ces retrouvailles, pour les vieilles générations, ou cette découverte, pour les plus jeunes, engendrent un débat public sur l'antisémitisme roumain de l'entre-deux-guerres. À propos de l'histoire du traitement et de l'extermination des juifs de Roumanie, essentiellement entre 1940 et 1944, les passions se déchaînent, soutenues par des publications qui se croisent, se répondent ou se contredisent, de Paris à Bucarest, de Bucarest à Tel-Aviv, et jusqu'à Washington même, où se trouve conservée une partie des archives concernant la communauté juive roumaine<sup>16</sup>. Les ouvrages consacrés au dévoilement de l'antisémitisme de l'entre-deux-guerres et des conduites politiques du maréchal Antonescu semblent remplacer, à la fin des années 1990, les travaux de mise en lumière des exactions communistes des années de terreur. Cette chronologie de l'éveil à la réalité de l'histoire nationale montre d'abord la lenteur de la société roumaine et de ses élites à assumer un passé d'antisémitisme politique, largement consensuel et jusque là occulté. Elle reflète également le passage d'une influence culturelle française, très forte aux lendemains de 1989, quand circulaient les écrits de François Furet, d'Alain Besançon, ou les traductions de l'œuvre de Raymond Aron, à une actuelle présence/ingérence des États-Unis. Dès 1995, le président Iliescu était ainsi sommé par l'ambassadeur des États-Unis à Bucarest de dénoncer la politique antisémite du maréchal Antonescu, ce qu'il fit. Et les recommandations musclées (« warnings ») sur ce thème se sont multipliées depuis, au fur et à mesure du rapprochement du gouvernement roumain de l'Otan<sup>17</sup> et des plus grandes chances d'intégration de la Roumanie à

10. Pour une vision des approches en parallèle, voir Catherine Durandin, « Occidentalistes et nationalistes en Europe Centrale et Orientale », in *L'Autre Europe*, n° 28-29, *L'Europe de l'Est après l'effondrement du communisme : le poids de l'héritage*, juin 1994.

11. Une large amnistie des détenus politiques avait cependant été décidée en 1963 et 1964.

12. Sur la résistance anticommuniste et les violences de la collectivisation, voir Georges Diener, *L'Autre communisme en Roumanie. Résistance populaire et maquis, 1945-1965*, Paris, L'Harmattan, 2001.

13. Cette enquête débouchera sur une publication : Smaranda Vultur, *Istorie traita-istorie povestita. Deportarea in Baragan, 1951-1956*, Timisoara, Editura Amarcord, 1997.

14. Le premier article de cet ouvrage, signé Gheorghe Boldur-Latescu, est d'ailleurs consacré au Goulag roumain.

15. Sur ce courant de retour aux droites de l'entre-deux-guerres, voir Catherine Durandin, *Roumanie, le piège ?*, Paris, Ed. J. Hesse, 2000.

16. Sur cette histoire et ces polémiques, voir par exemple l'ouvrage de Carol Iancu, *La Shoah en Roumanie*, Montpellier, Université Paul-Valéry, 1998 ; ou l'article de George Voicu et Radu Ioanid paru dans le numéro de novembre/décembre 1999 des *Temps modernes*. À propos des droites intellectuelles et de l'antisémitisme, voir Alexandra Laignel-Lavastine, *Cioran, Eliade, Ionesco. L'oubli du fascisme. Perspectives critiques*, Paris, Puf, 2002 ; et Alain Paruit, « Repères, controverses, comment critiquer Eliade, Cioran et Ionesco », in *Esprit*, août-septembre 2002.

17. Dans l'été 2002, la grande presse se met à la chasse à l'information concernant le chiffre des statues ou bustes de Antonescu visibles dans le pays.

18. Sur cette épopée des années 1980, voir le travail de Katherine Verdery, *National Ideology Under Socialism, Identity and Cultural Politics in Ceausescu's Romania*, Stanford, University of California Press, 1991.

19. Côté bulgare, la politique d'assimilation de la minorité turque a été sévèrement conduite à partir de 1984, en particulier durant l'été 1989. Cette politique d'assimilation forcée est officiellement abandonnée en décembre 1989. Pour plus de détails sur l'évolution de la communauté des musulmans de Bulgarie, voir Nadège Ragaru, « Recompositions identitaires chez les musulmans de Bulgarie : entre marqueurs ethniques et religieux », in *Balkanologie*, volume 3, n° 1, septembre 1999. Sur les racines du conflit roumano-hongrois et les tensions de 1988-1989, Catherine Durandin, « À propos du conflit roumano-hongrois », *Les Temps modernes*, janvier 1990, n° 522, pp. 96 et suivantes.

20. De 1990 à 1996, l'UDMR s'est située dans l'opposition à Iliescu, puis de 1996 à 2000 a coopéré ensuite avec la présidence et les gouvernements Constantinescu, en participant alors à deux ministères. Depuis décembre 2000, elle soutient dans un dialogue serré et souvent critique le gouvernement d'Adrian Nastase. Le vote hongrois est stable et représente environ 7 % de l'ensemble des suffrages. Pour un historique et une présentation des développements contemporains des relations roumano-hongroises, voir l'ensemble des travaux d'Antonela Capelle-Pogacean.

21. Voir par exemple son entretien de Ion Iliescu avec Frédéric Mitterrand diffusés sur TV5 les 27 et 28 avril 2002 : fort de son actuelle popularité, et au fait de sondages récents selon lesquels 51 % des Roumains considéreraient que le communisme « n'était pas une mauvaise idée », le président roumain s'y laisse aller à quelques accents de sincérité concernant son passé.

22. En 1988, ces séjours à l'étranger sont étrangement nombreux aux États-Unis : la CIA suit de près les futures élites de l'ère Gorbatchev en Europe Centrale et Orientale...

cette organisation. Si la grande presse ne traite guère des cultures et des politiques antisémites passées, elle reste néanmoins très intéressée par le débat à propos de la figure contestée du maréchal Antonescu — patriote et/ou responsable de génocide ?

Dans les semaines qui suivent les journées des 17 au 25 décembre 1989, les partis dits historiques — c'est-à-dire les partis dominants de la Roumanie de l'entre-deux-guerres, supprimés en 1938, puis interdits et poursuivis dès l'automne 1947, et reconstitués, avec à leurs têtes des figures de l'exil ou des survivants des prisons du communisme — jouent également ce rôle de restauration de la mémoire. Les Universités tentent aussi, partiellement car les « anciens » y sont encore présents, d'entamer une relecture et, avant tout, une réappropriation de l'Histoire, en l'occurrence celle de la royauté. Mais ce vaste mouvement culturel de retrouvailles avec un passé interdit, occulté ou inconnu se garde de toucher aux années Ceausescu : sur les années 1970-1989, le silence ou les banalités convenues dominant, sans doute parce que le parti communiste roumain avait su, depuis 1964, en août 1968 ensuite, puis d'une manière systématique et emphatique dans les années 1980<sup>18</sup>, intégrer un faisceau cohérent de références nationalistes unitaires que personne ou presque n'entend égratigner à l'heure où la liberté est revendiquée aussi par les minorités nationales<sup>19</sup>. Il faut souligner ici que le mouvement de dénonciation des abus de Ceausescu a été porté par Budapest (en pleine dynamique réformatrice en 1988/1989), que l'insurrection est partie les 16 et 17 décembre de Timisoara, ville pluriethnique, proche de la frontière hongroise, que le premier héros de la révolution roumaine se trouve être un pasteur d'origine hongroise, L. Tokes, et, enfin, que la minorité hongroise entendait mettre fin, en 1989/1990, à l'assimilation pratiquée à son adresse depuis les années 1960. La minorité hongroise s'était ainsi constituée autour d'un parti ethnique, l'Union des Magyars de Roumanie, (UDMR), qui, en dépit de ses divisions internes, est devenu depuis lors le porteur des revendications spécifiques de la minorité hongroise en tant que communauté, et un interlocuteur incontournable dans le nouveau jeu politique roumain<sup>20</sup>. Une attaque frontale de l'époque Ceausescu impliquerait une remise en question de la politique centralisatrice et unificatrice qu'il avait menée sans discontinuer, et risquerait de déboucher sur une acceptation mal tolérée du principe d'autonomie régionale globalement transylvaine, ou d'autonomie dissidente des districts à majorité de population hongroise. Or, l'éclatement de l'URSS, puis les guerres de Yougoslavie, sont apparus comme autant de désastres qui incitent, en Roumanie, à sauvegarder, au point actuel, le rapport État/Nation. En outre, l'époque Ceausescu résiste aussi, enveloppée de silence, parce que l'exécution du tyran et de sa femme a revêtu un caractère de punition exemplaire qui a permis de ne pas renchérisse. C'est ainsi que les cadres, les nomencla-

tures moyennes et les technocrates de l'époque du Conducator sont largement restés en place après 1989, sans qu'il n'y ait de véritable politique d'épuration. Les dissidents et les opposants ne sont apparus sur la scène roumaine que très tardivement, au cours des années 1987-1989, et dans l'ambiance de ces années-là ; ils avaient de l'énergie et du talent, mais l'on pouvait les compter sur les doigts. Quant au principal dissident emblématique de 1977, l'écrivain Paul Goma, qui avait osé un face à face avec Ceausescu en se ralliant au mouvement de la Charte 77, il prit la décision de ne pas rentrer en Roumanie, qu'il estime néo-communiste, et de rester en France où il est exilé depuis la fin de l'année 1977.

Deux modes de conception de la libération et deux perspectives d'évolution du pays ne se rencontrent pas. Cette fracture, dans la mesure où le cadre des institutions nouvelles a été respecté, est peut-être à l'origine de la **démocratisation** en cours. Alors qu'une partie des jeunes générations — étudiants, élites intellectuelles urbaines et artistes, par exemple — se dévouent à la dénonciation du communisme et affirment leur attachement à la promotion des valeurs occidentales dominantes, les acteurs visibles du coup d'État, accompagné de pulsions révolutionnaires, de décembre 1989, portés ensuite au pouvoir avec leur parti (le FSN, Front de salut national) par les élections de mai 1990, n'entendent pas dénoncer comme un tout l'héritage communiste. Après s'être essentiellement présenté en 1990 comme un courageux opposant à Ceausescu, Ion Iliescu a choisi d'être clair sur sa filiation, en expliquant son évolution<sup>21</sup>. Fils de militant communiste antifasciste, il a fait une excellente carrière politique et scientifique dans le parti : à l'aube des années 1970, il apparaissait même comme le jeune et brillant poulain de Ceausescu. À l'instar des camarades technocrates soviétiques de sa génération, il commence cependant à douter de la ligne socio-économique suivie par le pays lorsque, de manière très claire dans les années 1973-1974, le processus de développement économique piétine. Ion Iliescu, comme Petre Roman, son Premier ministre en 1990-1991, ainsi que la plupart de ses conseillers de l'époque, ou le général Stanculescu — son ministre de la Défense, et l'un des acteurs moteurs du coup d'État de 1989 — pourraient être qualifiés de « gorbatchéviens attentistes » : ils avaient compris et analysé l'échec économique lisible depuis le début des années 1970 ; certains d'entre eux avaient bénéficié du privilège de bourses permettant de partir étudier à l'étranger — Mircea Pascu, ministre de la Défense depuis les élections de 2000, aux États-Unis, Petre Roman et l'actuel Premier ministre, Adrian Nastase, en France, etc.<sup>22</sup> Dès l'été 1991, ils mesurent donc avec un certain désarroi la portée de l'effondrement et de l'éclatement de la puissance soviétique. En 1992-1993, ils vont alors adapter précisément leur langage à ce qui est entendu et attendu comme « normalité » à l'Ouest, employer les mots-clés adéquats, tels que « démocratie »

ou « économie de marché », et accepter le jeu des institutions démocratiques, en ne suspendant jamais, par exemple, la consultation de l'électorat<sup>23</sup>.

Cette évolution en parallèle de deux représentations de la libération a ponctuellement abouti à leur confrontation dans la violence, en juin 1990 et septembre 1991 : le président roumain appelle alors les mineurs de la Vallée du Jiu pour brutalement rétablir l'ordre dans la capitale, puis pour faire pression sur son Premier ministre, Petre Roman, un peu trop enclin à la réforme rapide. Lors des élections législatives et présidentielles de 1992, 1996, et 2000, ce développement parallèle de deux traditions et de deux projets de société a débouché sur un combat politique radical, mais dans le respect de la légalité. L'ambiance politique est tendue, et peut-être même haineuse, mais sans toutefois que la haine ne verse dans la violence physique. Lorsqu'en 1996 Ion Iliescu et les siens ont perdu les élections, ils ont accepté dignement le verdict des urnes.

**D**ans les années qui ont suivi la chute de Todor Jivkov, la Bulgarie a connu aussi ce type d'évolution en parallèle de deux visions : d'un côté, l'opposition démocratique envisageait la mise en place d'une démocratie libérale, et donc une mutation de fond ; de l'autre, le nouveau parti socialiste préférait l'idée d'une simple réforme économique qui, sous son contrôle, ne fasse pas basculer les acquis sociaux, les privilèges hérités par les acteurs de l'histoire des années communistes. Les tensions sont alors très fortes entre ces deux groupes : comme en Roumanie, dans les années 1990-1991 les socialistes bulgares tiennent les campagnes et les villes de tradition ouvrière, et n'hésitent pas à jouer la carte anti-turque, à l'instar de leurs homologues roumains évoquant la menace du complot hongrois.

Cette évolution en parallèle, les ratés du dialogue en Roumanie et les violences qui en ont découlé auraient pu engendrer de nouvelles secousses si trois facteurs n'avaient joué en faveur de la stabilisation et d'une structuration de la démocratisation : la mise en place d'institutions démocratiques (et leur rapide acceptation par les populations), le passage (difficile, mais en cours d'évolution) à l'économie de marché, ainsi enfin que l'aspiration des Bulgares comme des Roumains à l'intégration dans les structures euro-atlantiques.

Certes, les déçus des dix longues dernières années de l'après 1989 sont quand même nombreux, et n'hésitent pas à le faire savoir. L'ouverture vers l'Ouest des ex démocraties populaires s'est accompagnée de l'instauration d'une nouvelle langue de bois, organisée autour des deux notions de « démocratie » et « d'économie de marché ». Qu'il y ait dans l'instauration des systèmes démocratiques, tant en Roumanie qu'en Bulgarie, un caractère contraint, le sentiment d'un mimétisme obligé et de l'application sans alternative d'un modèle importé, c'est indubitable : pour ces deux pays, l'histoire de l'expérience de la démocratie libéra-

le avait été brève — deux décennies de l'entre-deux-guerres, parfois ensanglantées —, et s'était effondrée avec les alliances de la Seconde Guerre mondiale passées avec l'Axe. Quant à la réflexion des oppositions des dernières années du communisme, elle ne portait pas sur le futur du politique, mais sur les espaces de libertés à conquérir ou à faire reconnaître : les dissidences pensaient agir, et ont agi, au nom des droits de l'homme ; leur réflexion relevait de l'éthique<sup>24</sup>. Dans un tel contexte, l'effondrement de l'État/Parti a laissé comme un gouffre, et l'appel au vote démocratique a entraîné la formation immédiate de partis politiques qui se sont exprimés dans le cadre d'institutions démocratiques nouvelles<sup>25</sup>. La Bulgarie se dote d'une nouvelle constitution en juillet 1991 : elle devient « *une république à régime parlementaire* », où « *tout le pouvoir émane du peuple* »<sup>26</sup>. La nouvelle constitution roumaine adoptée par référendum en décembre 1991 est alors acceptée à une très large majorité : les seules critiques émanent du parti hongrois (l'UDMR), qui en conteste le caractère centralisateur national, et se fait l'écho de la minorité hongroise, heurtée par le texte de la déclaration d'ouverture, qui au titre 1 des principes généraux affirme que « *la Roumanie est un État national, souverain et indépendant, unitaire et indivisible* ».

À Bucarest, les premières réflexions quant à une révision de la constitution sont récentes, mais prennent de l'ampleur depuis que le parti de Ion Iliescu (le PSD), victorieux aux élections de décembre 2000, est assuré d'une assise suffisamment forte pour ne pas craindre le débat et aller jusqu'à l'animer. Le parti, et avec lui ceux que l'opposition qualifie de « barons », a investi la plupart des postes clefs de l'administration, la popularité de Ion Iliescu se maintient : son Premier ministre, Adrian Nastase, lance donc en août 2002 une « idée » : pourquoi donc Ion Iliescu ne pourrait-il pas se présenter à un nouveau mandat de président en 2004<sup>27</sup> ?

**C**ontrainte et mimétisme, le sentiment de dépendance vis-à-vis de la culture de l'Ouest et la soumission aux pressions occidentales sont contrebalancées par un besoin d'appartenance à ce même espace, et un désir de reconnaissance européenne. Mais quelles pourraient être, d'autre part, les autres alternatives hors de ces institutions démocratiques ?

En Roumanie comme en Bulgarie, fut un temps imaginée la possibilité d'un retour à la royauté. Côté roumain, les tenants de cette option se nourrissaient du succès de la royauté espagnole et de sa gestion de la sortie du franquisme. Soutenu à Bucarest par des personnalités issues des partis libéral, national, chrétien, démocrate, paysan, ce courant royaliste a trouvé une certaine force, à la fois affective et, pour certains militants, véritablement politique, en 1991-1994. Le retour du roi Michel — auteur du coup d'État du 23 août 1944 qui avait renversé le maréchal Antonescu, et donc responsable du retournement d'alliance de son pays,

rompant avec l'Axe pour entrer aux côtés de l'Armée Rouge dans les derniers mois de la guerre antifasciste — aurait permis de renouer avec l'Ouest, et défini clairement la rupture avec les communistes, qui avaient conduit le souverain à l'exil à l'extrême fin de l'année 1947. Au-delà de cette perspective identitaire et nostalgique, le programme post-communiste du roi était assez flou, mais cette alternative potentielle a cependant suffisamment inquiété les autorités en place pour qu'il se voit refuser à plusieurs reprises le droit à un visa pour son propre pays. L'arrivée de la coalition démocratique au pouvoir, en novembre-décembre 1996, a ensuite calmé le jeu : la Roumanie demeurait une République, et son président, Emil Constantinescu, pouvait alors accueillir Michel de Roumanie avec les honneurs qui lui étaient dus. Et le roi fera bientôt office de diplomate et d'avocat du pays auprès des chancelleries occidentales, en faveur par exemple de sa candidature d'intégration à l'Otan.

Siméon de Bulgarie a connu lui une destinée différente. Exilé de son pays à neuf ans, ce n'est qu'en 2001 qu'il resurgit comme un ultime recours. Le deuxième semestre de cette année est marqué par l'espérance qu'il suscite : aux élections législatives, son parti, le Mouvement national Siméon II, remporte plus de 42 % des suffrages, et arrive loin devant les socialistes et les Forces démocrates unies qui se situent à 18 %. Une fois investi comme Premier ministre, ses propositions de rapidement changer le pays, avec l'appui de jeunes experts dont la plupart ont été formés à l'Ouest, sonnent comme un défi. Le repère est lisible : c'est lui, Siméon II, qui garantirait le fil de la tradition et une vraie modernité dans une catégorie nationale préservée. Mais la Bulgarie n'est pas alors un pays en bonne santé : si elle a renoué avec la croissance en 1998, le revenu national ne représente quand même plus que 64 % de celui de 1989. Siméon est Premier ministre, mais c'est le chef du Parti socialiste qui, le 18 novembre 2001, est élu à la présidence : ce compromis bulgare, de cohabitation, montre bien comment les espérances de décollage sont associées dans ce pays à des nostalgies de gauche.

En ces ambiances de détresse où se mêlent l'aspiration au changement et le besoin de repères communautaires spécifiques, au-delà ou hors des normes imposées de l'extérieur, peut-on évoquer de possibles alternatives populistes ? À l'automne 2000, puis lors des élections de fin novembre-décembre, la Roumanie a semblé tentée un temps par les propositions de Vadim Tudor, chef du parti extrémiste de la Grande Roumanie, candidat bruyant à la présidence, qui prétendait évacuer les premiers acquis de la démocratisation et du processus d'intégration occidentale. Porté par le puissant courant de mécontentement causé par les échecs des démocrates entre 1996 et 2000, animé d'un ressentiment anti-occidental exacerbé par la militarisation de la politique de l'Otan au Kosovo au printemps 1999<sup>28</sup>, l'électorat boude alors massivement les élections, ou

choisit de porter ses suffrages sur ce personnage coloré, orateur médiocre mais jugé séduisant, nanti d'un programme de justicier, poussé par une violence xénophobe. Le programme du parti de la Grande Roumanie et de son candidat à la présidence est hétéroclite : d'un côté, il prétend assurer la continuation du processus d'intégration européenne et atlantique ; de l'autre, il demande la renégociation des accords avec le FMI et la Banque mondiale, pour la protection des intérêts à long terme de la Roumanie. Vadim Tudor annonce aussi la liquidation des mafias autochtones et étrangères, et promet des procès publics pour ceux qui ont provoqué le « génocide » du peuple roumain, la réhabilitation du prestige de l'armée roumaine, ou, encore, la mise en place de chantiers nationaux pour les jeunes, dans « *des conditions modernes* » [sic]... Le scénario n'est pas original : confronté à Ion Iliescu au deuxième tour des élections présidentielles, Vadim Tudor ne fait pas le poids ; la Roumanie fait l'expérience de la réaction anti-extrémiste de dernière heure, et l'électorat se mobilise en faveur d'Iliescu, qui réussit même à rallier de nombreux intellectuels d'opposition démocratique, résignés. Vote de barrage, de raison, de pis aller, ou vote de confort : la menace extrémiste incarnée par Vadim Tudor permet ainsi le retour à la présidence d'un personnage comme Iliescu, qui conjugue un passé communiste, une coloration « gorbatchévienne » et de sereines dispositions pour les ajustements habiles aux rapports de force internationaux. Sitôt au pouvoir, le président et ses ministres vont immédiatement rassurer, employer le langage du pragmatisme, et bientôt faire preuve d'une docilité quasi servile à l'adresse des recommandations des États-Unis et de l'Europe, même s'ils ne se privent quand même pas, de temps en temps, de manier un langage populiste indigné contre ces mêmes partenaires ou « parrains » occidentaux, ou de

23. Plusieurs conseillers de Ion Iliescu ne croient pas aux vertus du système démocratique, et ne s'en cachent pas, mais l'acceptation du système d'élections libres était la frontière à passer pour ne pas plonger dans un isolationnisme redoutable alors que la Russie se débattait dans la crise. Sur le rapport de ces dirigeants à la démocratie voir Catherine Durandin, *Roumanie, le piège ?*, op. cit.

24. Voir par exemple sur ce point les travaux de Vaclav Havel et l'anti-politique. Pour une rapide vision de l'instrumentation ou de la conviction « droits de l'homme », voir « Restructuring Eastern Europe, Towards a New European Order », edited by Ronald J. Hill, Jan Zielonka, in *International Library of Studies in Communism*, Brookfield, EE Publishing Company, 1990.

25. Sur les développements de la vie politique en Roumanie, voir Catherine Durandin, « Roumanie, la fin de l'ère Iliescu », in *Relations internationales et stratégiques*, été 1997, p. 109. Pour le cas bulgare, voir Nadège Ragaru, « La Bulgarie : qu'y a-t-il après le (néo) communisme », in *Relations internationales et stratégiques*, été 1997, p. 115.

26. Extraits des Principes fondamentaux de la Constitution de la Bulgarie, adoptée par la Grande Assemblée nationale, le 12 juillet 1991.

27. Ion Iliescu a déjà été élu trois fois président, en 1990, 1992 et 2000.

28. L'opinion publique roumaine fut largement pacifiste en 1999, solidaire des frères serbes orthodoxes et heurtée par l'asymétrie des rapports de force entre l'Otan et la Serbie.

dénoncer, par exemple, les exigences du FMI. Les évolutions diplomatiques de l'après 11 septembre 2001, le rapprochement entre Washington et Moscou, le choix des États-Unis en faveur d'une large extension de l'Otan — qui s'inscrit dans la guerre antiterroriste —, servent ces nomenclatures qui peuvent, sans rougir et sans être accusées d'un retour à l'Est, reprendre le dialogue avec la Russie, et établir de nouveau avec elle une coopération économique et financière renforcée, voulue pragmatique : les participations russes prennent de l'importance dans les privatisations des industries sidérurgiques roumaines, et en septembre 2002, à l'occasion de la visite à Bucarest du ministre russe de l'Industrie, des Sciences et des Technologies, le Premier ministre roumain souligne la nécessité du renforcement des liens économiques entre les deux pays<sup>29</sup>.

Une lecture de l'histoire en terme de libération initiale, en 1989-1990, suivie d'un choix de démocratisation institutionnelle, pourrait faire croire à une démocratisation de mimétisme, et à une distorsion profonde entre la rhétorique des discours — conformes à la normalité occidentale, mais masquant des pratiques de conservatisme — et des manœuvres de contournement

ment dans la réalité des faits. Cependant, si le double discours, les ombres d'un passé très proche et l'anti-occidentalisme qui pointe sont certes réels<sup>30</sup>, des évolutions plus complexes sont néanmoins engagées.

Les notions de démocratisation et d'intégration sont en effet indissociables<sup>31</sup>. Si les contraintes imposées par l'intégration ne sont guère appréciées, celle-ci reste quand même, d'une manière un peu paradoxale, intensément désirée. Les risques de crise, ou de tentations d'aventurisme ponctuel, trouvent d'ailleurs leur origine dans cette tension entre ces deux tendances d'attraction et de rejet, que les directions politiques, tant à Bucarest qu'à Sofia, semblent cependant, pour le moment, maîtriser. Aucun des deux pays ne dispose d'alternative, et cette absence est douloureuse et frustrante. C'est cette conscience de l'impuissance qui a conduit aux passions de recours en faveur de Vadim Tudor ou du roi Siméon. À Bucarest, certains penseurs tentent de réfléchir à la définition d'une forme renouvelée de troisième voie, qui conjuguerait la spécificité culturelle et le développement, mais leurs écrits — qui bénéficient d'un succès d'estime — ne débouchent pas sur une traduction politique<sup>32</sup>. Elle est le signe manifeste d'une absence d'espoir, mais l'émigration vers l'Ouest — qui atteint des chiffres énormes en Bulgarie comme en Roumanie<sup>33</sup> — représente désormais pour beaucoup la solution pour un avenir rêvé comme meilleur, et témoigne d'un besoin de prospérité, dans des cadres occidentaux.

L'instauration de l'économie de marché a été et reste toujours douloureuse pour de vastes secteurs de populations ravagées par la paupérisation. En Bulgarie comme en Roumanie, les premières années post communistes ont été marquées par l'émergence d'un capitalisme sauvage, la ruine du capital d'État et l'effondrement du secteur agricole : les premiers bilans économiques ont été catastrophiques. L'existence de réseaux de corruption, la récupération des entreprises d'État par les anciennes directions de l'époque communiste, la collusion entre des banques bienveillantes (et pas encore privatisées) et les directions d'entreprises en faillite soutenues par l'État, les commissions touchées lors de contrats passés avec des investisseurs étrangers, et le rôle de blocage des bureaucraties réticentes à accepter de nouvelles juridictions qui ont donc tardé à s'imposer ont créé l'illusion de la fortune — du fait d'enrichissements rapides et ostentatoires —, mais aussi l'amertume de la faillite pour ceux qui avaient cru à un changement rapide de niveau de vie. Au différents facteurs de récession se sont aussi ajoutés l'effondrement des échanges avec les pays de l'ex-CAEM et l'Union soviétique, ainsi ensuite que les effets de l'embargo contre l'ex-Yougoslavie, dont le coût est cependant difficile à chiffrer<sup>34</sup>.

Dans les deux pays, la remise en ordre progressive s'est opérée tardivement, autour de l'année 1997, du fait à la fois de l'ingérence du contrôle étranger (via le

29. Voir « Romanian premier, Russian minister view privatization, bilateral economic ties », BBC Monitoring Service, 13 septembre 2002.

30. Ainsi, en dépit des dénégations officielles du gouvernement roumain (voir « Romania denies receiving requests from Iraq for military equipment », BBC Monitoring Service, 18 septembre 2002), des questions restent encore non élucidées quant aux possibles exportations de pièces détachées d'armement à destination de l'Irak, qui se seraient poursuivies jusqu'en 1996.

31. Sur ce sujet, voir Patrick Michel (dir.), *L'Europe médiane au seuil de l'Europe*, Paris, L'Harmattan, 1997.

32. Voir par exemple Adrian Marino, « Al treila discurs, Cultura, ideologie si politica în România », in *Dialog cu Sorin Antohi*, Bucarest, Polirom, 2001.

33. La Roumanie a perdu 1 million d'habitants depuis 1989, du fait essentiellement de l'émigration, de la chute de la natalité et de l'augmentation du taux de mortalité.

34. Sur les différents aspects de la crise bulgare, voir Edith Lhomel, « L'année économique : l'hypothèque du politique », in *L'Europe Centrale et Orientale*, Paris, La Documentation française, 1991.

35. Sur la catastrophe bulgare des 1996 et 1997, voir Pierre Tailbot, « L'économie bulgare en 1996-1997 : une crise majeure », in *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 419, mai-juin 1997. En Roumanie, la volonté de réforme est affirmée au printemps 1998.

36. Commission des Communautés européennes, *Rapport régulier 2001 sur les progrès réalisés par la Bulgarie sur la voie de l'adhésion*, Bruxelles, 13 novembre 2001, p. 39.

37. Commission of the European Communities, *Regular Report 2001 on Romania's progress towards accession*, Bruxelles, 13 novembre 2001, p. 40.

38. Pour le cas roumain, depuis le déplacement à Bucarest, fin août 2002, du ministre de l'Intérieur français, ces mesures sont prises dans le cadre d'une coopération négociée avec les autorités françaises. Le protocole en a été signé le 4 octobre 2002 par les Premiers ministres français et roumain.

39. Robert G. Kaiser, « NATO Ready to Admit seven Eastern Bloc Countries », in *The Washington Post*, 25 septembre 2002.

40. « Romania ends adoption ban », in *The Financial Times*, 24 août 2002.

41. Sur les évolutions d'intégration dans l'Otan, voir Patrick Michel (dir.), *L'armée et la nation. Place, rôle et image de l'institution militaire dans les sociétés de l'Europe médiane*, Paris, L'Harmattan 2001, et Catherine Durandin, « La Roumanie, l'Otan, le Piège », in *Relations internationales et stratégiques*, été 1999.

42. Pour concrétiser ses affirmations de solidarité, la Roumanie enverra un bataillon d'infanterie de quatre cents hommes en Afghanistan...



FMI et la Banque mondiale) et de la prise de conscience, par les politiques locaux, du besoin urgent, et incontournable, d'une gestion assainie<sup>35</sup>. Cinq ans plus tard, les tendances positives des résultats macro-économiques sont indéniables, tant en Bulgarie qu'en Roumanie. Un rapport de la Commission des communautés européennes, daté de novembre 2001, établit ainsi pour la Bulgarie le bilan d'évaluation générale suivant : « *[ce pays] est proche d'être une économie de marché viable. Elle devrait être en mesure de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché à l'intérieur de l'Union à moyen terme, pour autant qu'elle continue à mettre en œuvre la réforme de son économie et qu'elle poursuive ses efforts en vue de surmonter certaines difficultés persistantes*<sup>36</sup>. » En comparaison des bilans précédents, négatif en 1997, mitigé en 1998, 1999 et 2000, cette appréciation est encourageante. Les conclusions portées dans le même rapport sur les résultats roumains sont toutefois moins bienveillantes : le pays n'est toujours pas considéré comme prêt à se confronter, à moyen terme, à la pression de la compétition et aux forces du marché au sein de l'Union européenne<sup>37</sup>. Il est vrai que l'accompagnement européen du passage à l'économie de marché est un travail extraordinaire, et de longue haleine, qui implique de nombreuses consultations et négociations sur l'ensemble des secteurs de l'économie et de la vie politique. Ce processus reste assez étranger à l'ensemble de l'opinion publique, peu au fait des enjeux en cours, et qui ne connaît guère les institutions européennes, ou les termes du débat sur leur adaptation à l'extension. Seules quelques thématiques émergent, qui concernent les sujets les plus sensibles, et contribuent à nourrir les positions, le plus souvent amères, des Bulgares et des Roumains vis-à-vis de la Communauté européenne : la lutte contre la corruption — phénomène régulièrement dénoncé par la Commission, tant au niveau de l'administration que de la justice —, la discrimination vis-à-vis des minorités Roms, ou la protection de l'enfance, par exemple. L'accent mis sur ces réalités politiques et sociales, copieusement relayé par les médias occidentaux, crée un profond malaise au sein d'opinions publiques persuadées être les victimes d'une réprobation injuste. L'opinion ne saisit pas les nuances du propos occidental, non plus que l'intention progressiste qui l'anime : exaspérés d'être assimilés à des Roms qui à l'occasion d'agissements criminels font l'objet de poursuites policières, en France par exemple, les Roumains « oublient » la prise en compte positive, par la Communauté européenne, de la stratégie gouvernementale mise en place à Bucarest en avril 2001 et définissant dans le cadre d'une politique décentralisée une série de mesures destinés à l'insertion, sur dix ans, des minorités Roms. Les observations européennes, les mesures de sécurité prises à l'adresse des populations migrantes illégales<sup>38</sup>, des enfants ou des adultes victimes de trafic humain sont le plus souvent reçues comme autant d'humiliations.

Dans un tel contexte, l'assurance d'une intégration prochaine dans l'Otan, négociée lors du sommet de Prague de novembre 2002, intervient comme le signe d'une restauration de l'honneur perdu. Elle ne constitue cependant pas un facteur de démocratisation, puisqu'elle ne s'explique pas par la prise en considération des efforts accomplis par les candidats, mais par la seule décision de Washington. Les États-Unis semblent avoir soudain réalisé qu'ils avaient « *besoin du plus grand nombre d'alliés possibles pour combattre le terrorisme*<sup>39</sup> ». En termes clairs, l'intégration inespérée de la Roumanie et de la Bulgarie accentue donc un processus d'allégeance aux États-Unis, particulièrement manifeste à Bucarest. En quelques semaines, de la fin de l'été et de l'automne 2002, la Roumanie a ainsi multiplié les signaux de bonne volonté, en signant, avec Washington, l'accord exemptant les Américains d'éventuelles poursuites devant la Cour pénale internationale, en prenant la décision de suspendre le moratoire sur l'adoption internationale — demandé en 2001 par la Communauté européenne pour mettre un terme aux trafics d'enfants<sup>40</sup> —, ou en déclarant — via son président — vouloir interdire toute présence de bustes ou de statues du maréchal Antonescu dans le pays.

En Roumanie comme en Bulgarie, le processus de mise aux normes pour une entrée dans l'Otan a constitué l'un des facteurs d'évolution de sociétés à deux vitesses<sup>41</sup>. Les crises engendrées par ce processus, notamment au sein des sociétés militaires atteintes par une restructuration rapide, ainsi que l'effort budgétaire imposé pour la défense, sont cependant masqués par un discours de grand dessein — celui de la participation à la coalition antiterroriste internationale et à la guerre préventive de la nouvelle doctrine stratégique américaine<sup>42</sup> —, qui prend véritablement forme à partir de septembre 2001, après l'accompagnement favorable à l'intervention de l'Otan dans les Balkans au printemps 1999, puis diverses déclarations de solidarité avec Washington.

Pour comprendre les origines de cette volonté d'intégration dans l'Otan, il faut se souvenir que les deux pays, autrefois membres du Pacte de Varsovie, se sont trouvés comme orphelins en 1991, inquiétés tout à la fois, dans un espace vide de sécurité, par les incertitudes de l'évolution de la Russie et par le déroulement de la première guerre yougoslave de 1992-1995. Conscients du vieillissement de leurs armements, ils craignaient de se trouver complètement mis à l'écart des évolutions technologiques, et devaient aussi faire face à la grogne de militaires frustrés, désormais sans prestige et sans moyens. Or, en Roumanie, une partie de l'armée avait soutenu en décembre 1989 l'accession de Ion Iliescu au pouvoir. Dans ce contexte, la volonté d'accession à l'Otan est donc devenue dès 1996 un enjeu majeur pour la Roumanie, et à partir de 1997 pour la Bulgarie. Côté roumain, cette aspiration à l'intégration a vite revêtu une forme passionnelle, tenant même lieu de projet politique pendant l'hiver 1996-1997, au point

que l'Otan semblait être devenue, à la veille du sommet de Madrid de juillet 1997, la clef du paradis. Le rejet de la candidature roumaine, fortement soutenue, alors, par la France, fut ainsi vécu comme une énorme déception, associée cependant à une conscience claire de la nécessité de souscrire aux exigences des États-Unis<sup>43</sup>. Ainsi, les réformes des armées roumaine et bulgare ont été inscrites dans un schéma venu d'outre-Atlantique, avec, en premier lieu, une réduction des effectifs et des aménagements en faveur de la compatibilité des forces respectives avec celles de l'Otan. Certains résultats ont été reconnus : le ministre roumain de la Défense, Mircea Pascu, s'est ainsi vu féliciter par des représentants du Congrès et du National Security Council lors d'une visite à Washington le 19 septembre 2002<sup>44</sup>. Mais les armées n'en continuent pas moins de survivre dans un état proche de la misère, ainsi que le révélait par exemple le chef d'état-major roumain, le général Popescu, dans une déclaration de juin 2002. La presse informe régulièrement des souffrances des militaires, chez lesquels on assiste à une augmentation inquiétante du taux de suicide, tant pour les conscrits que pour les officiers<sup>45</sup>. Pourtant, parmi les cent quarante mille militaires que comptent l'armée roumaine, seuls sept cents ont participé aux programmes de reconversion professionnelle lancés à l'automne 2001 grâce à des crédits accordés par la Banque mondiale... Dans le même temps, s'ouvrent aussi en Roumanie des centres d'entraînement militaire sous contrôle américain : c'est le cas à Bucarest par exemple, où est mis en place en juillet 2002 un « Simulation Training Center », situé dans les locaux du Centre des hautes études militaires et destiné à la formation d'officiers supérieurs roumains.

Démocratisation ? Sans nul doute, si l'on compare les situations de Bucarest et de Sofia en 1989 et aujourd'hui. Le pluriel, la pluralité des intérêts et des comportements s'expriment désormais dans ces deux pays. Mais le tourbillon des incertitudes domine cependant, du fait d'un rapport d'ambivalence dans la relation avec l'Ouest : celle-ci n'est pas une relation de partenariat véritablement contractuel, et il suffit de lire les rapports de la Communauté européenne, ou d'écouter les propos de mise en garde ou d'encouragement venus des représentants de Washington, pour mesurer le poids d'une relation de dépendance. Cette réalité engendre un malaise et des grincements de dents dans des sociétés où deux générations, au moins, ont à la fois beaucoup cru, pour les uns, beaucoup souffert, pour les autres — et beaucoup perdu, dans tous les cas.

Quant à l'avenir de ces pays, deux scénarios prospectifs pourraient être avancés. Soit la Bulgarie et la Roumanie, qui ont été de loyaux alliés au sein du Pacte de Varsovie, accepteront pleinement la rupture en cours, et intégreront les nouveaux processus évolutifs, soit ces deux pays, fatigués d'être dominés, vivront de ces colères qui poussent au départ massif ou à la révolte ponctuelle, comme ce fut le cas par exemple en 1999 pour les mineurs roumains, qui, menés par un chef charismatique — Miron Cozma, proche du parti extrémiste de la Grande Roumanie — tentèrent de descendre sur Bucarest pour s'y faire entendre. L'enchantement « otanien », c'est-à-dire l'expression systématique de la solidarité avec Washington, n'est pas sans risques : en 2002, certaines mères roumaines se demandaient ainsi, dans les journaux de leur pays, ce que leurs enfants faisaient en Afghanistan... □

43. L'ambassadeur des États-Unis à l'époque, James Rosapepe, puis son successeur, M. Guest, se sont toutefois exprimés à plusieurs reprises pour expliquer que l'intégration dans l'Otan ne représentait pas une fin en soi, et qu'elle supposait des efforts, notamment sur le terrain de la lutte contre la corruption.

44. On peut noter ici les activités de lobbying, en faveur d'une intégration de la Roumanie dans l'Otan, menées par le sénateur Bruce Jackson (voir « US officials praise Romania's achievements in army reform », BBC Monitoring Service, 20 septembre 2002). Présent en Roumanie en février 2002, il y a donné, dans le cadre du Comité George C. Marshall Roumanie, une conférence sur le thème de « La morale politique et le rôle de la société civile dans le processus d'élargissement de l'Otan ».

45. Entre autres exemples, voir le quotidien *Cotidianul*, numéro du lundi 2 septembre 2002.